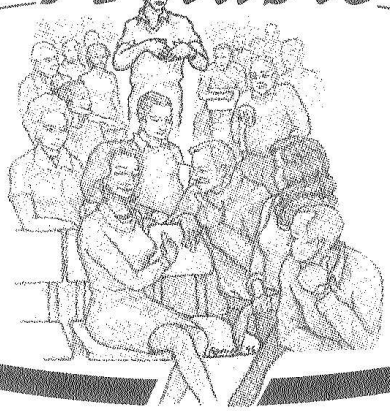
À table



octobre 1999 Bulletin de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain vol 3 no 3

Rapport d'activitées de l'année 1998-1999

Depuis notre dernière assemblée annuelle, le 5 octobre 1998, la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain n'a pas chômé. En effet, l'année achevée a été marquée par un développement important de nos activités, tant auprès de nos organismes membres, qu'avec d'autres organismes intervenants, diverses institutions concernées par la lutte à la pauvreté et le développement social et même des artisans du milieu agricole.

1. Nos assemblées régulières

Soulignons tout d'abord nos rencontres régulières (8) où, tour à tour, les membres se sont penchés sur diverses questions d'intérêts communs. Mentionnons ainsi la question du *développement social*, avec ses nécessaires passerelles intersectorielles, étudiée à partir de cas concrets d'aide alimentaire, la question des responsabilités communautaires face au dumping alimentaire, la question également des réponses collectives pour favoriser l'achat alimentaire au Québec, la question de la perte du savoir-faire culinaire et des initiatives communautaires pour y remédier, celle de la sécurité alimentaire selon les deux approches présentes dans le milieu et, enfin, celle sur les aliments transgéniques. Les réflexions que nous partageons semblent intéresser de plus en plus de groupes car nous sommes passés cette année de soixante et un (61) organismes membres de la Table à soixante treize (73) actuellement..

2. Le soutien régulier à nos membres

Autre facette du travail de la Table, le soutien varié aux différents besoins des organismes membres a occupé, cette année, une place encore plus importantes. Mentionnons, à cet effet, le nouveau *service de formation de la Table* qui offre un soutien aux groupes désirant orienter leurs interventions vers une plus grande prise en charge individuelle et collective. Déjà, cinq organismes et une coalition de quartier ont fait appel à nos services. Mentionnons de plus un autre service, celui de la *formation offerte en collaboration avec le Centre Saint-Pierre sous forme d'Ateliers-théâtre* auprès d'organismes locaux éprouvant des besoins, soit de consolidation, soit de cohésion comme nouveau groupe en formation. Enfin, un organisme nous a demandé d'entreprendre avec eux une *dynamique de résolution de conflits* qui n'est pas terminée.

3. La formation et le soutien à 15 nouveaux groupes d'achats

L'un des grands investissements de cette année est, à l'instar des grands appuis donnés au Regroupement des cuisines collectives et au Magasin Partage à leur naissance, un projet de soutien à la création de 15 groupes d'achats dans autant de quartiers et petites municipalités de l'île de Montréal Grâce à un financement du

Au Menu

- Rapport d'activités de l'année 1998-1999 1
- Le prix Lucy Krazowsky pour le développement solidaire de la souveraineté alimentaire 4
- Le Conseil d'administration 4
- Pistes d'action pour l'année 1999-2000 5
- Ordre du jour de l'Assemblée générale annuelle 6
- Formule d'adhésion 6

Fonds de lutte à la pauvreté, le Regroupement des cuisines collectives du Québec, le Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal et la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain ont en effet mis en commun leurs ressources pour offrir à quinze (15) agents d'encadrement de cuisines collectives de la région de Montréal une rémunération à plein temps leur permettant de suivre une formation qualifiante. Faisant appel aux ressources du Centre Saint-Pierre, du Dispensaire diététique de Montréal et de plusieurs membres de la Table, dont la Cuisine des parents, cette formation leur fournit les connaissances voulues pour développer des groupes d'achats avec de meilleures garanties d'efficacité et de durabilité et, sur cette base, pour redynamiser l'approche émancipatrice initialement présente dans la formule des cuisines collectives.

4. Le bulletin «À table»

Le portrait de ces services à nos membres ne saurait être complet sans souligner la production et la diffusion du bulletin «À table» qui s'est avéré un outil précieux au développement de nos pratiques. Pouvant servir de support au délégué de chaque organisme pour faire partager à leur CA, leurs permanents et leurs bénévoles le fruit du travail échangé à la Table, le bulletin se révèle un moyen concret propre à favoriser les échanges d'information entre les organismes-membres. Il en résulte une meilleure circulation de toute la richesse des expériences vécues dans les quartiers et débattues dans nos rencontres.

À table est aussi un instrument de diffusion publique des activités, réflexions et concertations de la Table auprès de tous ceux qui sont intéressés à la lutte contre la faim et la pauvreté, à une politique de la sécurité alimentaire et au développement solidaire de notre société. À chaque parution, nous tentons ainsi de traduire l'essentiel des débats et résultats de nos rencontres collectives, l'état des travaux des différents comités et les perspectives qui s'en dégagent.

Pièce maîtresse de chaque parution, un dossier aborde plus en profondeur des questions susceptibles de répondre aux besoins et aux préoccupations des membres de la Table. Ainsi, dans le cinquième numéro, nous présentions plusieurs documents abordant la question du *développement social* sous différents angles, afin de rendre plus concret ce concept encore à définir et d'outiller nos membres pour sa construction dans chacun des quartiers. Le sixième numéro fait état de nos avancées sur le terrain fertile des *collaborations établies avec des producteurs agricoles* et des possibilités qui germent dans ce domaine.

5. Les Cahiers de la Table

Grâce à un financement additionnel de la SACA, la Table est présentement à renouer avec son habitude de produire des instruments de réflexion permettant à ses organismes membres et aux personnes intéressées par la question de la sécurité alimentaire d'approfondir l'un ou l'autre des différentes facettes de ses interventions. Un premier Cahier, *Le don de nourriture a-t-il un prix?*, rédigé par Jean Forest, est déjà paru. Un deuxième Cahier est actuellement en préparation portera sur *la faim et le pouvoir*, résultat des travaux des deux derniers colloques de la Table. Un troisième enfin, rédigé en version initiale par Marie-Claude Morin, portera sur l'agro-alimentataire et le monde communautaire.

6. Les comités de recherche

• Le comité de pédagogie du changement constitue un prolongement ou une façon différente d'envisager le comité sur les initiatives nouvelles. On se rappelle que celui-ci avait pour mandat de faire la promotion d'initiatives nouvelles et d'apporter un soutien aux groupes désireux de les implanter chez eux; ex : Cuisines collectives, Magasins Partage, etc... Pour avancer d'un cran de plus, la Table a mis sur pied ce comité de pédagogie du changement qui va au-delà de la promotion des expériences novatrices, en cherchant à outiller pédagogiquement les organismes désireux d'opérer ces changements d'intervention.

Pour ce faire, le comité a dû préciser les buts visés par le changement souhaité, identifier des objectifs à atteindre, inventorier les démarches à développer en ce sens, déplier les apprentissages nécessaires, nommer les moyens pour opérationnaliser les démarches et se doter d'outils concrets pour soutenir la formation à donner aux intervenants et aux CA intéressés

Avec l'embauche d'une ressource en formation, le comité de pédagogie du changement se trouve à opérationnaliser et à raffiner son approche à partir des réalités diverses des organismes qui font appel à ses services. Certains résultats ont d'ailleurs déjà été publiés dans À table.

• Le comité d'exploration des liens producteurs/citoyens, quant à lui, a relancé ses activités avec l'embauche d'une agente de développement expérimentée connaissant très bien le milieu agricole et la question agro-alimentaire. Prenant appui sur les efforts déjà réalisés par des membres du Collectif des groupes d'achats pour établir des liens de partenariat commercial avec des producteurs agricoles, ce comité a pris contact avec plus d'une dizaine d'agriculteurs dans autant de productions agricoles. Des contrats ont été signés par certains groupes d'achats déjà habitués à acheter en gros et des achats ont déjà commencé à démontrer les avantages de la formule. Devant cette réussite, plusieurs groupes et réseaux d'organismes ont signifié leur intérêt à s'associer à cette initiative. Il nous reste à les soutenir , ce qui est en cours cet automne.

7. Le Forum de développement social

La Table a aussi répondu favorablement à l'invitation du Conseil de la santé et du bien-être et du Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDIM) de participer à toute la dynamique de réflexion et d'élaboration d'un plan stratégique de développement social pour la grande région de Montréal.

Elle s'est donc investie, de façon majeure, dans toutes les activités du Groupe des partenaires, instance coordonnatrice regroupant quelques 40 grands acteurs régionaux, et dans ses divers comités de rédaction de documents de réflexion en vue des forums locaux et régionaux. La Table a également participé à plusieurs de ces forums locaux à divers titres (conférenciers, personnes ressources, intervenants) Elle est intervenue de façon marquée lors des deux forums régionaux du 5 décembre 1997 et des 3 et 4 avril 1998 et, enfin, lors du forum national des 27, 28 et 29 avril 1998. On parle ainsi de plus de 20 rencontres de travail auxquelles ont participé les représentants de la Table. Depuis la reprise des travaux du Forum, la Table participe activement à l'opérationnalisation de ce plan stratégique, notamment au sein du comité intersectoriel portant sur la santé.

S'inscrivant dans le prolongement naturel de notre travail de réflexion et de concertation, la dynamique du Forum a validé nos travaux. Elle nous a en effet permis d'inscrire encore plus clairement notre démarche collective dans une perspective globale de développement social, c'est-à-dire de situer nos efforts locaux et régionaux en complémentarité avec les efforts d'autres intervenants sociaux. Soulignons que la Table fut l'instigateur et le promoteur infatiguable de la question de la sécurité alimentaire aux différentes instances de ce vaste mouvement social.

8. Participations institutionnelles

Outre cette participation au Forum de développement social, la Table est, encore cette année, partie prenante aux travaux du *Comité sur la sécurité alimentaire* de la Direction de la santé publi-que de Montréal centre. Elle y développe des collaborations notamment au sein du sous-comité intersectoriel de communication responsable de la parution de brochures ponctuelles de sensibilisation du milieu institutionnel à la réalité de la sécurité alimentaire. Avec ce comité, la Table prépare également un important colloque qui aura lieu à l'automne 1999 et qui portera sur le pouvoir que nous perdons sur notre alimentation depuis près de 30 ans (tant au niveau de la production agricole, du commerce agro-alimentaire que des nouvelles habitudes de consommation) et sur les dynamiques actives pour reprendre ce pouvoir sur nos vies.

La Table entretient également des contacts de collaboration avec le *Service de développement social* et l'*Office municipal d'habitation de la Ville de Montréal*. Elle participe également aux rencontres convoquées par la *Coordination du mouvement communautaire montréalais*. Elle a créé des premiers contacts avec l'*Union des producteurs agricoles du Québec* et en a développé d'autres avec des professeurs de l'*Institut de technologies agricoles de St-Hyacinthe*. Elle a participé, à titre d'expert, à des consultations d'identification de pistes stratégiques en matière de sécurité alimentaire pour le *Conseil régional de développement de l'île de Montréal* et a pris des mesures pour y donner suite. De plus, pour mieux coordonner nos interventions avec celles de nos partenaires de longue date, nous entretenons des rencontres annuelles avec *Centraide du Grand Montréal*.

9. Le Conseil d'administration

Pour coordonner toutes ces activités, discuter et adopter les documents qui véhiculeront la démarche collective, préparer les assemblées régulières de la Table, superviser les travaux de ses différents comités, identifier de nouvelles pistes concrètes à emprunter pour concrétiser la volonté des membres exprimée en assemblée, prendre les décisions qui s'imposent au moment voulu pour traduire ces nouvelles pistes en actions concrètes, un travail important est exigé des membres du Conseil d'administration. Au cours des 12 rencontres et de multiples sessions de travail, ceux-ci ont accompli encore cette année un travail imposant dont il faut les remercier.

Conclusion

Le dynamisme de la Table est, cependant, avant tout, celui de tous ses membres. À cet égard, il est intéressant de constater son effet d'entrainement et sa force d'attraction qui s'est traduit, particulièrement cette année, par l'adhésion de quelques 11 nouveaux organismes membres. Profitant tous ainsi des expériences et des découvertes du plus grand nombre, nous pouvons mieux nous outiller pour faire reculer la faim et la pauvreté et permettre aux personnes appauvries de redécouvrir la fierté d'être des citoyens et citoyennes qui mettent en branle leurs ressources et leurs rêves. La Table s'alimente à cette fierté. C'est là sa force et sa distinction.

Guy Paiement, président
Table de concertation sur la faim
et le développement social
du Montréal métropolitain

Membres des comités de recherche

Pédagogie du changement

Yvette Teofilovic
Brian McDonough
Louise Bergeron
Nathalie Simard
Guy Paiement
Jean-Paul Faniel
Stéphanie Vidal

Exploration des liens agro-communautaires

Louise Bergeron
Sylvain Bazinet
Lise Bertrand
Gertrude Lavoie
Marcel Cajelait
Brigitte Moreault
Guy Paiement
Jean-Paul Faniel
Ginette Bibeau

Le prix Lucy Krasowski
pour le développement solidaire de la souveraineté alimentaire

Le Conseil d'administration de la Table recommande la création d'un prix annuel, dénommé prix Lucy Krasowski, décerné à l'organisme membre qui s'est le plus distingué par ses efforts à promouvoir et à développer, de façon solidaire, la souveraineté alimentaire de ses concitoyens.

On sait que les membres ont adopté, lors de la dernière assemblée annuelle, un cadre de référence intitulé «Pour une politique de sécurité alimentaire communautaire». Ce texte nous servira donc de guide pour en déterminer les critères de sélection.

Lucy Krasowski, une grande dame

Co-fondatrice de la *Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain*, Lucy Krasowski en a été une inspiratrice et une dirigeante durant une dizaine d'année.

Également fondatrice du *Garde-Manger pour tous* de la Petite Bourgogne, Madame Krasowski était une femme de terrain qui a consacré sa vie à bâtir le tissus communautaire à Montréal. Ainsi ancrée dans le Sud-Ouest de Montréal, elle a mis, pendant plus de vingt ans, son charisme et ses qualités de grande rassembleuse au service du développement économique et social de son milieu. Elle a ainsi travaillé au sein de plusieurs organismes communautaires, notamment au *Catholic Community Services*, à la *Coalition de la Petite Bourgogne-Quartier en santé* et à la *Résidence Good Shepherd Community Center*. Depuis quatre ans, elle oeuvrait au *RESO*, à titre de conseillère à la formation générale.

Mieux que personne, Lucy Krasowski a incarné cet engagement pour le développement social qui balise notre démarche communautaire. Femme de foi profondément convaincue que la lutte à la pauvreté devait principalement tabler sur les ressources des personnes appauvries elles-mêmes, elle n'a eu de cesse de les mettre en valeur partout où elle a oeuvré.

Aussi, est-ce avec la fierté d'avoir travaillé à ses côtés que nous nous inspirons encore une fois de son action pour dénommer ce prix qui fera honneur à sa mémoire et à son oeuvre.

Élection au Conseil d'administration

Selon nos statuts et règlements, notre Conseil d'administration se compose de neuf membres élus par l'assemblée générale annuelle. Cependant, pour assurer une continuité, chaque membre est élu pour un mandat de deux ans, possiblement renouvelable.

Dans le CA actuel, trois(3) membres élus l'année dernière sont ainsi en cours de mandat. Il s'agit de Guy Paiement, Ghislaine Théoret et Bernard Marguerat qui demeurent alors à leurs postes.

Quatre autres (4) membres, Yvette Teofilovic, Louise Bergeron, Monique Bouchard et Brian McDonough, terminent leur mandat cette année. De plus, en cours d'année, deux (2) membres du CA ont démissionné libérant de ce fait deux postes qui ont été cooptés par Nicole Gaumont et Brigitte Moreault.

Six postes sont ainsi à pourvoir. En fin d'assemblée, on procèdera donc à l'élection d'un(e) président(e) d'élection et de deux scrutateurs (trices). Le premier demandera aux six membres sortant s'ils désirent se représenter et aux membres de la Table s'ils veulent présenter d'autres candidatures aux postes ouverts. Si le nombre le justifie, nous procèderons alors à un scrutin secret pour déterminer les élus.

Pistes d'action pour l'an qui s'ouvre

Les propositions suivantes ont été adoptées par le CA du 5 octobre 1999

1. Au niveau de la réflexion

- Approfondir notre réflexion sur une politique de «souveraineté alimentaire» ou de contrôle de la sécurité alimentaire par la communauté et les personnes.

  Entre autres approches, continuer la sensibilisation aux nouvelles technologies bio-alimentaires et à leurs conséquences pour la population plus fragilisée et voir avec les membres les actions possibles. Il ne faudrait pas que nous en arrivions à servir de cobayes pour les grandes compagnies.

- Traduire concrètement les perspectives du développement social en précisant les apprentissages nécessaires pour y arriver.

  Quand nous travaillons à recréer des réseaux d'entraide et d'initiative, quand nous tissons des liens avec les autres organismes du quartier, nous prenons une orientation de développement social.

  Mais répondre aux besoins immédiats est une chose, favoriser le développement des gens et du quartier en est une autre. Nous pouvons y aller par étapes, à la mesure de nos moyens, et mieux identifier les conditions concrètes pour y parvenir.

- Continuer la réflexion avec les divers intervenants institutionnels sur une approche plus intégrée de la concertation dans certains quartiers témoins, en insistant sur l'objectif du développement social.

  Le problème rencontré dans certains organismes publics consiste à restreindre le développement social à une simple harmonisation des services existants.

  Nous avons à nous interroger sur les changements nécessaires pour aller plus aller plus loin.

2. Au niveau des contacts

- Préciser les responsabilités entre le *Comité sur la Sécurité alimentaire* de la *Régie de la santé publique*, le *comité du Conseil régional de développement de l'île de Montréal*, le *Ministère de la Métropole* et la *Table*.

  À la suite des demandes des membres, plusieurs contacts politiques ont eu lieu. Nous entendons continuer à ouvrir des portes pour que les groupes-membres puissent en profiter.

- Développer des rapports avec les fonctionnaires montréalais de la *Sécurité du Revenu* et du *Ministère de la citoyenneté* afin d'offrir un partenariat au niveau de la formation.

  Les changements actuels de fonctionnaires font subir aux groupes des problèmes nombreux.

  Nous espérons réfléchir avec les intéressés de la situation et même proposer des stages d'immersion pour fonctionnaires dans certains groupes communautaires.

3. Au niveau du soutien aux initiatives des membres

- Soutenir le maillage des groupes intéressés aux achats chez les producteurs agricoles, tout en favorisant l'autonomie du *Collectif des groupes d'achats*

  Les expériences en cours seront encouragés de façon à ce que le *Collectif des groupes d'achats* puisse développer son expertise et ses initiatives.

- Soutenir les efforts des groupes qui travaillent à mettre en place des apprentissages culinaires chez les enfants du primaire

  Un projet conjoint entre les *Cuisines des parents* et la *Table* est proposé pour fin de discussion aux six *Commissions scolaires* du territoire, au *Conseil scolaire de l'île de Montréal* et à d'autres intervenants du milieu.

- Favoriser une large circulation des expertises des membres en initiant une enquête auprès d'eux

  Cette enquête voudrait aller chercher les expériences des membres pour ce qui a trait à leur histoire dans le quartier, leurs pratiques d'éducation populaire et leurs projets pour l'avenir.

Guy Paiement
président

Assemblée générale annuelle du 18 octobre 1999 de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain

1. Élection du (de la) président(e) et du (de la) secrétaire d'assemblée
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée annuelle du 5 octobre 1998
4. Rapport des activités de l'année 1998-1999 et présentation des activités en cours
5. Adoption des États financiers 1998-1999
6. Pistes à suivre pour l'année 1999-2000 et suggestions au nouveau CA
7. Suggestions de thèmes et de lieux de rencontre pour l'année
8. Calendrier des rencontres de la Table cette année
9. Élections au Conseil d'administration de la Table
10. Informations rapides d'intérêt général
11. Levée de l'assemblée annuelle

Formule d'adhésion à la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain

Pour être membre de la Table, participer à ses assemblées et activités régulières, recevoir les avis de convocation, les procès-verbaux des assemblées régulières, le bulletin *À table* et bénéficier des divers services de la Table, il suffit à chaque organisme intéressé *d'approuver les objectifs de la Table, de lui présenter sa demande d'adhésion accompagnée d'une résolution de ses instances décisionnelles, d'être approuvé par le CA de la Table et de s'acquitter de sa cotisation annuelle de 25 $.* Libeller votre chèque au nom de la *Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain* (ou TCFMM), 1212, rue Panet, Montréal, H2L 2Y7.

Nom de l'organisme

Nom du ou de la représentant(e) Date

Adresse Ville

Code postal Téléphone télécopieur